

MOHCINE BELABBAS, PRÉSIDENT DU RCD :

«L'effondrement du système commence»

*Pour le président du RCD, l'effondrement du système qui a volé la victoire du peuple algérien pour l'indépendance construit sur la cooptation, l'accaparement de la rente, la corruption, le détournement de l'Histoire, les fraudes électorales, l'opacité dans la gestion et l'exclusion du citoyen de la prise de décision, commence et se précipite.*

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est là, la conviction de Mohcine Belabbas qui s'exprimait, hier samedi, dans un meeting tenu à la salle Atlas, à Bab-El-Oued, archicombles. Drapeau national, fanions aux couleurs bleu et jaune du parti, à la main, ces centaines de personnes ont créé une ambiance festive avec des youyous et des mots d'ordre entonnés à gorge déployée. Une présence massive parmi laquelle on pouvait distinguer l'infatigable Ali-Yahia Abdenmour, un membre du parti que préside Ali Benflis et le secrétaire général du Snapest, Méziane Mérianne. Cette mobilisation, à l'occasion du 27<sup>e</sup> anniversaire du parti, n'a pas été pour échapper à Belabbas. Pour lui, cette présence en grand nombre a une signification politique, celle d'une disponibilité pour l'action solidaire dans la perspective de changement et de renouveau de la Nation». Elle constitue également «une réponse cinglante à tous ceux qui ne cessent de dire que les citoyens algériens se désintéressent de l'intérêt

général et de la politique», «un désaveu pour ceux qui alimentent la propagande de la confusion pour absoudre le système de ses échecs, de ses turpitudes et de ses crimes en répandant l'intox qui veut faire croire que tous les acteurs politiques sont les mêmes» et témoigne de la «lucidité de notre peuple qui refuse l'amalgame fait entre des politiques pourris et des militants dignes dévoués et désintéressés». Considérant que «jamais les incertitudes et les doutes n'ont pesé aussi lourdement sur la vie politique, économique et donc sociale, c'est-à-dire sur notre quotidien» comme c'est le cas présentement, le président du RCD estimera que tout n'est cependant pas perdu. «Certes, le pays vit une crise grave et complexe qui risque d'emporter la nation si nous restons spectateurs et inactifs, mais nous savons aussi qu'une crise même grave et dangereuse peut être une opportunité pour se remettre en cause, pour agir et donner naissance à une ère nouvelle». Le président du RCD, et au lieu de

s'attarder sur ce constat connu de tous, et sur l'ampleur de la crise, préconise son traitement fait de «solutions et d'espoir», loin des «raccourcis, anathèmes et autres «insultes», «populisme qui en a tenté tant» ou de règlements de comptes» même si, fera-t-il remarquer, «nous avons subi la répression et l'invective». Et parce que au RCD, on estime «n'avoir aucunement besoin de démontrer notre patriotisme» pour «avoir payé chèrement nos positions d'avant-garde dans la définition des chantiers qui attendent le pays, dans la lutte contre le terrorisme dans les sombres années 90» et pour avoir «payé cher notre refus de transiger sur nos convictions», Belabbas avertira que la gravité de la crise «ne peut s'accommoder des intérêts personnels, de la gestion des carrières politiques ou des égos, ni de sauvegarde des avantages des clientèles et des intérêts mesquins du moment». Pour lui, «seuls comptent l'intérêt général et notre futur commun, en un mot ce qui est bon pour tous et pour le pays est bon pour tout un chacun». Plaidoyer pour la refondation nationale Et de lâcher «qu'une issue positive à cette crise ne peut venir de l'intérieur du système des clans». D'où le

plaidoyer du président du RCD, une fois de plus, pour la démarche commune adoptée par le parti avec d'autres acteurs politiques et personnalités de l'opposition pour, dira-t-il, «construire ensemble une transition démocratique pacifique et négociée qui redonne au peuple algérien sa souveraineté, qui permet au peuple algérien de construire ses institutions, de rédiger sa Constitution et d'élire librement ses représentants». Et de décliner par la suite cette alternative qui, selon lui, devra déboucher, d'abord, sur une réorganisation administrative qui doit redonner du sens aux territoires par la consécration de régions dotées de larges pouvoirs afin d'impliquer le citoyen et de libérer l'initiative et l'innovation, soit la «refondation républicaine

des institutions et de la société algérienne ou encore «l'Etat unitaire régionalisé qui permet aux citoyens le rapprochement des centres de décisions, une meilleure participation à la gestion de la cité et le sens du devoir et d'appartenance à une communauté». Il est question également que cette transition a pour autres finalités, selon Belabbas, d'engager une transition économique pour sortir d'un modèle rentier qui a épuisé nos richesses naturelles, perverti notre culture et nos habitudes alimentaires et accru notre dépendance vis-à-vis de l'étranger et une «transition environnementale et énergétique pour garantir un développement durable par la valorisation et la préservation de nos richesses naturelles.

M. K.

SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL EST LE P<sup>r</sup> SI-AHMED DU CHU DE BLIDA  
Le Syndicat national des rangs magistraux en médecine est né

Un Syndicat national des rangs magistraux en médecine qui a pour acronyme Snaram vient de voir le jour en fin de la semaine dernière, dont l'AG a élu comme secrétaire général le P<sup>r</sup> Si-Ahmed Mohamed El Hadi, chef de service de chirurgie du CHU de Blida, et ce, en présence de Abdelmadjid Sidi-Saïd, secrétaire général de l'UGTA. 200 médecins, toutes spécialités confondues et venus des quatre coins du pays, ont adhéré à ce syndicat qui a pour mission principale de valoriser les rangs magistraux et éviter qu'ils soient marginalisés. Pour le P<sup>r</sup> Si-Ahmed, le choix d'être affilié à l'UGTA répond à des considérations plutôt historiques du fait qu'il a été le syndicat de Aïssat Idir et de Benhamouda. «L'UGTA est un grand syndicat auquel nous faisons confiance pour défendre nos revendications», nous dira le secrétaire général du Snaram. Il ajoutera, en outre, qu'ils sont des partenaires à part entière dans le domaine de la santé publique et de l'enseignement supérieur des médecins, d'où leur revendication d'un statut de cadre de la nation pour lequel ils réclament une considération pleine et entière. «Nos adhérents ont tous un bac plus, et c'est la raison pour laquelle il est de nos prérogatives de défendre cet acquis pour qu'il soit mieux valorisé», renseignera le P<sup>r</sup> Si-Ahmed qui, pour rappel, est le deuxième chirurgien algérien à avoir pratiqué la transplantation du rein après celui du CHU de Constantine. Par ailleurs, il déplore la fuite des cerveaux algériens dont il citera l'étude du Centre de recherches et d'études administratives, Cread, qui énumère à 22% le taux des médecins d'origine algérienne inscrits au Conseil de l'ordre français. Et c'est justement pour éviter la fuite de ces médecins algériens que le Snaram est né, fera savoir le P<sup>r</sup> Si-Ahmed. A la question de savoir pourquoi l'Algérie dépense des sommes colossales pour former des médecins au profit des pays riches, le secrétaire général du Snaram répondra que nos médecins et nos intellectuels sont marginalisés. A ce titre, il souhaitera que l'échelle des valeurs soit revalorisée pour éviter justement cette fuite de la matière grise. Et c'est avec l'acquisition de ce statut, à savoir de cadre de la Nation, ajoutera-t-il, que le malade sera plus satisfait que jamais puisque, dira le P<sup>r</sup> Si-Ahmed, il n'y a que le malade qui est au centre de leur préoccupation.

M. B.

NOUVELLE CONSTITUTION

Le mouvement El Islah lui prédit une vie courte

*Pour le secrétaire général du Mouvement El Islah, la nouvelle Constitution ne consacre ni liberté, ni consensus, ni cohésion. Une Constitution pour laquelle il prédit d'ailleurs, une vie courte.* Rym Nasri - Alger (Le Soir) – La dernière révision de la Constitution est comme les précédentes. Cette Constitution ne constitue pas la solution à la crise que vit le pays et aura certainement une vie courte», a affirmé Fillali Ghouini, hier, lors de la tenue de la session ordinaire du bureau national du parti à Alger. Selon lui, la nouvelle Constitution ne consacre ni liberté, ni consensus ni cohésion. Il estime que le pouvoir a échoué dans le rassemblement des Algériens et ne peut parler de profonds changements. «De l'avis même du Conseil constitutionnel puisqu'il a opté pour la voie parlementaire. Qui croire alors, les partis du pouvoir ou le Conseil constitutionnel ?», s'interroge-t-il. Pour le secrétaire général du Mouvement El Islah, le

problème n'est pas dans les textes mais dans leur respect et leur application. «La nouvelle Constitution sera une nouvelle fois non respectée par le pouvoir qui va encore une fois la piétiner comme il l'a déjà fait pour la précédente», dit-il. Donnant la Constitution tunisienne en exemple, il dira que les Tunisiens méritent le prix de la paix. «Ils ont réussi à mettre en place une Constitution de consensus qui a rassemblé tous les Tunisiens», explique-t-il. Fillali Ghouini évoque par ailleurs l'économie nationale qui selon lui, se rapproche de la «ligne rouge». La preuve poursuit-il, «les experts avancent des données qui contredisent carrément les déclarations et les assurances du gouvernement». Il rappelle également les déclarations du gouverneur de la banque d'Algérie qui «n'inspirent nullement la sérénité». D'autant plus, ajoute-t-il, «outre la chute du prix du pétrole et la dépréciation du dinar, les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme patinent toujours et n'apportent aucune contribution à l'économie nationale».

Ry. N.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE CNMA

Nouvelles adhésions à la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et Renouveau de ses organes de gestion

«Réhabiliter la principale vocation de la CNMA, l'entraide et la solidarité ....» L'appel à l'adhésion lancé par la CNMA aux agriculteurs, éleveurs et pêcheurs au niveau régional, communes et daïras a été bien entendu. En effet, le lancement de sa campagne de communication et d'information au profit de la population rurale a permis à la CNMA de marquer un bond significatif sur le terrain. Un constat est établi, des résultats positifs enregistrés sur le terrain consacré à l'adhésion de nouveaux exploitants agricoles qui ont rejoint le réseau de sociétés de la mutualité agricole, soit 2600 nouveaux adhérents à la CNMA pour 9618 parts sociales, et l'opération d'adhésion se poursuit. Dans la perspective de l'élargissement du réseau de sociétariat et assurés de la CNMA et en prévision du renouvellement des membres des conseils d'administration des Caisses régionales de mutualités agricoles, la nouvelle Direction de la caisse a mis l'accent sur la nécessité de déployer tous les efforts pour attirer de nouveaux adhérents en optant pour de nouvelles méthodes de gestion par la modernisation

de ces procédures de souscriptions, ce qui a facilité l'adhésion des agriculteurs à la CRMA. Cette campagne d'information entamée durant tout le mois de janvier à février, sur le terrain, à destination des sociétaires et en direction des nouveaux adhérents du monde rural et des pêcheurs, a été élaborée en vue de les sensibiliser sur les principes régissant le mutualisme agricole, l'entraide et la solidarité et de susciter leurs adhésions dans le réseau de la CNMA et sensibiliser la population concernée sur l'importance du renouvellement des organes de gestion de la Mutualité agricole, pour donner un nouvel élan aux différentes initiatives, des jeunes agriculteurs, de nouvelles compétences qui deviendront eux-mêmes nouveaux partenaires de la Mutualité agricole avec de nouvelles idées, un nouveau souffle car porteurs de projets innovateurs. Cette nouvelle démarche initiée par la CNMA cible un double objectif : d'une part, redynamiser et démocratiser la gestion des Caisses de mutualité agricole en sommeil par des éléments frais activant au sein de la paysannerie, et, d'autre part, reconforter la situation de la couver-

ture des assurances agricoles de celles-ci par l'arrivée de nouveaux sociétaires car la mutualité agricole a beaucoup perdu du terrain ces dernières années pour diverses raisons, en particulier à cause des lourdeurs bureaucratiques concernant les remboursements des sinistres. Le renouvellement des conseils d'administration des Caisses régionales et de la Caisse nationale est en droite ligne avec les missions de la nouvelle politique agricole, soit l'accompagnement par la CNMA des nouveaux sociétaires «agriculteurs, éleveurs et pêcheurs» sur le court et le moyen terme dans le développement des projets au vu des perspectives qu'offre la nouvelle dynamique du secteur agricole menée sur le terrain à la faveur de la population rurale. Ces nouvelles adhésions à part entière, et leur entrée effective dans les conseils d'administration, permettra aux professionnels du secteur de s'impliquer dans les décisions liées à la gestion des caisses régionales et de bénéficier d'assistance et de conseils et participer activement aux décisions allant vers l'amélioration et la professionnalisation de l'activité agricole et assu-

rantielle liée au développement du secteur de l'agriculture et de la pêche. Aussi, et dans le cadre de la promotion de la femme rurale, la CNMA souhaite ouvrir l'adhésion sociétariale aux femmes rurales et aux présidentes d'associations agricoles activant sur le terrain et ce, conformément à la politique impulsée par Monsieur le Président de la République dont l'objectif à plus ou moins long terme est d'aller vers une représentativité plus accrue de la femme. Cette adhésion à part entière, et leur entrée effective dans les conseils d'administration, leur permettra de s'impliquer dans les décisions liées à la gestion des caisses régionales et de bénéficier d'assistance et d'accompagnement et de redynamiser le système coopératif. La Mutualité agricole, instituée sur la base de l'entraide et de la solidarité du monde agricole et rural, se doit d'impliquer concrètement tous les représentants des organisations à caractère agricole, et représentants du secteur de l'agriculture, de la pêche, qui constituent un acteur incontournable dans le développement de ce secteur.